

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

LA BELLE CHINOISE DE MAÎTRE AKAMATSU

Selon le calendrier chinois, nous entrons dans l'année du « cheval de feu ». Et ce cheval de feu, nous le voyons bondir à la verticale sur un graphique publié le 10 février 2026 par *Les Échos*. Il relate l'évolution depuis trente ans (1995-2025) de la répartition mondiale de la production manufacturière (industrielle en langage plus familier). En 1995, l'Occident était sûr de lui et dominateur : Union Européenne à 26%, États-Unis à 21%, le Japon est oublié, et la Chine se morfond à 6% de la production industrielle mondiale. En une génération, c'est la révolution ! La Chine a bondi de son modeste 6% à un hégémonique 35% de la production industrielle mondiale : le cheval de feu est monté jusqu'au ciel ! Tandis que l'Union Européenne et les États-Unis ont fortement régressé : l'Europe de 26% à 16%, et les USA de 21% à 13% ! Un deuxième graphique juxtaposé montre que, durant la même période, le commerce extérieur de biens manufacturés est devenu fortement excédentaire en Chine, affreusement déficitaire en Amérique et resté petitement positif en Europe.

Ces feuilles de température alarmistes sur la santé industrielle de notre cher continent sont extraites d'un rapport absolument remarquable du Haut commissariat au plan, publié en ce mois de février par Thomas GRJEBINE, économiste au CEPII et deux collègues, Pacôme LEFEVRE et Matteo TORRES. Je me souviens qu'à la demande du Premier ministre Raymond BARRE j'ai relancé, entre 1978 et 1981, le Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII) rattaché au Commissariat au Plan de l'époque.

Le rapport « *L'industrie européenne face au rouleau compresseur chinois* » (février 2026, 77 pages) est une étude-action que devrait lire tout industriel européen et tout responsable politique. En fait, cette étude expose une dynamique qui peut être fatale pour l'industrie des 27 pays européens, car il s'agit d'un « choc systémique » qui oppose une industrie chinoise, développant une ambition hégémonique de longue durée, à des pays européens assoupis et divisés.

Pendant que l'on nous distrait avec les rumeurs d'une agression de Taïwan par Pékin, la réalité, analysée secteur par secteur et pays par pays, est que l'industrie chinoise entend prendre des parts importantes de marchés à leurs concurrents européens, en commençant par les marchés tiers, là où les exportations européennes ont conquis des positions désormais menacées, puis sur les marchés intérieurs, là où les fabrications européennes satisfont les consommateurs de leur pays.

Prenons l'exemple de l'industrie automobile : les ventes françaises sont vulnérables en Allemagne, Espagne et Turquie, un peu moins sur la Belgique, le Royaume-Uni et l'Italie. Au total, 16% des exportations industrielles de notre pays (qui ne sont déjà pas flambantes) sont menacées. Sur son marché intérieur, la France est bien moins en péril que ses partenaires, mais une grande partie de l'explication vient de ce que, hélas, l'industrie y a déjà nettement régressé.

C'est l'Allemagne qui va subir les coups chinois les plus rudes, car son industrie est puissante : 32% de ses exportations sont vulnérables et 68% de son marché intérieur peut souffrir. Transmettons ce message à nos amis allemands !

D'où vient cette puissance chinoise ? Et qu'y faire ? Le rapport est très clair et provocant sur les deux sujets.

Sur les causes, le rapport insiste sur le faible coût du capital (l'épargne est surabondante), le faible prix du foncier vendu par les collectivités locales, le bas prix de l'énergie, les salaires (malgré un rattrapage réel), le « cadre social et environnemental moindre », les barrières non tarifaires et les subventions. Il souligne la « masse critique de capital humain » (!), en clair la « production » annuelle de 3,6 millions de diplômés supérieurs en sciences (2,6 en Inde, 0,8 aux USA, 0,2 en France comme en Allemagne). Ajoutons un stock de robots dépassant le total des autres pays ! Et la Chine contrôle désormais 57 des 64 technologies critiques en 2019-2023 (seulement 3 en 2003-2007 !).

Reste un mystère sur le fonctionnement de ce « capitalisme d'État », qui combine centralisation du pouvoir politique et concurrence effrénée entre collectivités et entreprises sur le terrain. J'ai appelé au secours Maître AKAMATSU Kaname, dont j'ai découvert à Tokyo en 1971, un prodigieux article de 1937. Akamatsu fut inspiré par Friedrich LIST, qui a conçu « le protectionnisme éducateur » à l'origine de l'Union douanière allemande de 1839 et du décollage économique de la Prusse. Pour lui, le libre-échange est un système imposé par les économies dominantes à leurs colonies ou à leurs

vassaux, et il est essentiel de développer une industrie nationale à l'abri de frontières dressées avec intelligence.

Ce qui a si bien réussi en Prusse et aux États-Unis {la guerre de sécession de 1866 est aussi un affrontement entre le Sud libre-échangiste qui veut vendre son coton cultivé par des esclaves, et le Nord industriel et sa nouvelle classe ouvrière}, a été repris par le Japon après sa défaite, comme je l'ai expliqué dans *Japon, le prix de la puissance* (1973). Dans le jeu de cartes planétaire, après la « partie » prusso-américaine du XIX^{ème} siècle, nous avons vécu la « revanche » japonaise au XX^{ème} siècle et nous affrontons la « belle » chinoise au XXI^{ème} siècle, initiée par Deng Xiaoping en 1978 !

Cette stratégie à long terme est, indéniablement, offensive sur le terrain économique et repose en bonne partie sur la naïveté et la cupidité des puissances occidentales dominantes, qui défendent la liberté du commerce et la vertu du profit à court terme. Portant le joli nom de « développement en vol d'ois sauvages », elle suit un double mouvement sur des décennies. Elle se déroule en quatre phases successives : importer ce que l'on ne peut encore produire, quitte à inviter les étrangers à fabriquer sur place ; puis développer discrètement une production par imitation et innovation ; se concentrer sur le marché intérieur, avide de biens de consommation et de biens d'équipement, dont, peu à peu, les étrangers sont refoulés ; exporter massivement dès que le marché intérieur est saturé. Deuxième mouvement : monter en gamme technologique aussi vite que le permettent la collecte d'informations et un effort considérable de recherche, ancré dans une poussée exceptionnelle de formation scientifique !

Ajoutons une bonne pincée d'habileté diplomatique : adhésion à l'OCDE ou à l'Organisation mondiale du commerce, grands discours sur la liberté du commerce, compatibles avec des barrières non tarifaires {où nos amis allemands ne sont pas les moins dégourdis !}. Et nous nous retrouvons début 2026 face à une explosion de l'excédent commercial chinois, en pleine phase 4 d'Akamatsu. Que faire, au-delà du préchi-précha vertueux sur la relance de la consommation chinoise, qui glisse sur le pelage du cheval de feu ?

Clément BEAUNE, le Haut-commissaire au Plan, propose deux solutions. Soit imposer aux frontières de l'Union européenne un droit de douane de 30% sur tous les produits chinois, annulant l'avantage de coût que ceux-ci détiennent. Soit, deuxième solution, rejouer le scénario du Plaza. Rappelons qu'en 1985, face aux « exportations torrentielles » de produits japonais (la même phase 4 d'Akamatsu, il y a quarante ans), les États-Unis, avec l'appui des Européens et le consensus des Banques centrales, ont fait baisser massivement le dollar par

rapport au yen (et aussi au mark allemand). Les interventions sur le marché des changes furent massives et atteignirent leur but : le torrent japonais perdit toute vigueur et le Japon plongea quelques années plus tard dans une période de croissance lente.

Et le « Haut commissaire » d'insister : ces mesures urgentes sont nécessaires pour éviter des désastres industriels dans la plupart des secteurs européens, afin d'éviter l'anéantissement qu'a vécu en peu de temps la fabrication des panneaux solaires ; mais elles ne sont pas suffisantes pour éviter une *destruction destructrice* ! Il faut y ajouter « **un agenda de productivité** » global : éducation, protection, simplification, promotion du travail, intelligence artificielle, etc. : vive le rapport Draghi !

Ayant sous les yeux ce document rédigé par un Cassandre talentueux, les chefs d'État et de gouvernement européens, réunis aujourd'hui en Belgique, vont-ils prendre les décisions fortes nécessaires pour affronter le *tsunami* des exportations chinoises sur les marchés mondiaux et en particulier sur le marché européen ? On peut l'espérer. Peuvent-ils compter sur Donald TRUMP pour faire monter de 30% la monnaie chinoise, rééditant l'épisode du Plaza face au yen en 1985 ? On peut sérieusement en douter !

De toutes façons, au-delà des nombrilismes ridicules, il est vital que la France ait une vraie stratégie industrielle et européenne après les élections présidentielles de 2027, dans la planification plutôt que dans la péroration.

La lecture du rapport Beaune doit être une figure imposée aux futurs candidats !

13 février 2026